

## **NOTRE PROJET : L'ETAT REAFFIRME SON SOUTIEN FINANCIER A HAUTEUR DE 20 à 25 %**

Une délégation de notre association, accompagnée de Monsieur Christian MANABLE, Sénateur de la Somme, a été reçue à Paris le 29 mars, par Madame Geneviève DARRIEUSSECQ, Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre des Armées. Monsieur le Sénateur qui soutient notre projet depuis 2012, présente les objectifs de notre Association : perpétuer et entretenir les valeurs défendues par tous les Résistants et Déportés de la Seconde Guerre mondiale. Puis, il évoque les difficultés rencontrées pour la réalisation de notre Centre de Mémoire et d'Histoire Somme Résistance et Déportation. Les élus nous soutiennent mais aucun financement n'est proposé. S'en est suivi un échange constructif entre Anatolie MUKAMUSONI, Présidente de l'Association et Madame la secrétaire d'Etat qui a pris le temps de parcourir les documents présentés : dépliants de l'Association, étude du Cabinet d'architecte OZAS, estimation budgétaire, lettres de soutien des Députés et Sénateurs de la Somme et lettre à Monsieur le Président de la République. - Mme DARRIEUSSECQ a été sensible aux faits : - Que la Somme est le seul département des Hauts de France à ne pas disposer d'un centre dédié à la Seconde Guerre mondiale ; - Que 35 résistants ont été fusillés dans les fossés de la Citadelle au Poteau des Fusillés et que c'est ce lieu emblématique que nous avons choisi pour la réalisation de notre projet : - Qu'étant dépositaire de nombreux objets et documents nous voulons que notre musée soit un lieu d'exposition mais aussi un centre de ressources à vocation pédagogique en direction des étudiants, des élèves, des enseignants, du grand public ...

Madame DARRIEUSSECQ conclut en affirmant qu'elle soutient les objectifs de notre projet et le bien-fondé de la réhabilitation du Poteau des Fusillés en lien avec l'implantation de l'Université à la Citadelle. Ce lieu alimentera les projets scientifiques des étudiants en Histoire-Géographie et des chercheurs. Elle confirme la participation financière de l'Etat à hauteur de 20 à 25 %, mais il faudra budgétiser les coûts de fonctionnement du Centre : Personnel entretien... et obtenir la participation des collectivités territoriales (Municipalité, Département, Région) et surtout que l'une d'entre elles soit porteuse du projet. Nous remercions Madame Darrieussecq d'avoir été à notre écoute et de soutenir notre démarche